

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

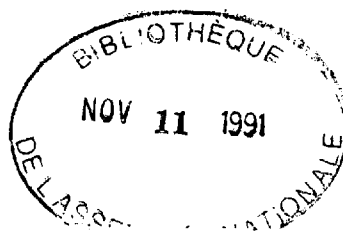
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 175

Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu

Présentation

Présenté par
M. André Bourbeau
Ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu
et de la Formation professionnelle



Éditeur officiel du Québec
1991

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur la sécurité du revenu afin, principalement, de donner suite à certains changements annoncés lors du Discours sur le budget du ministre des Finances le 2 mai 1991.

Ces modifications visent essentiellement la méthode de calcul de la prestation accordée en vertu de ce programme. Certaines opérations prévues dans le calcul de la prestation sont supprimées et le traitement de différents types de revenus est modifié de façon à ce que ceux-ci n'affectent plus la prestation dans la même mesure.

D'autre part, le projet de loi introduit une nouvelle disposition qui fait en sorte qu'une personne qui a reçu des montants en trop à cause d'une erreur administrative qu'elle ne pouvait raisonnablement pas constater n'a pas à les rembourser. Une disposition transitoire au même effet vise également les sommes reçues en trop à cause de la mise en application tardive du projet de loi dans l'établissement des acomptes.

Par ailleurs, le projet de loi prévoit que les règlements pris avant le 1^{er} avril 1992 pour l'application du programme « Aide aux parents pour leurs revenus de travail » pourront avoir effet depuis le 1^{er} janvier 1991.

Finalement, ce projet de loi comprend certains ajustements de concordance, notamment au niveau du pouvoir réglementaire.

Projet de loi 175

Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 46 de la Loi sur la sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre S-3.1.1) est modifié par la suppression du paragraphe 5° du deuxième alinéa.

2. L'article 48 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**48.** La prestation accordée à l'adulte pour une année est, sous réserve des dispositions de la présente section, égale au montant obtenu en appliquant le pourcentage fixé par règlement au revenu net de travail de la famille lorsque ce revenu est inférieur ou égal au montant applicable à l'adulte selon le barème des besoins familiaux prévu par règlement ou au montant prévu par ce barème lorsque le revenu net de travail de la famille est supérieur à un tel montant.

«**48.1** Dans le cas où l'adulte ou son conjoint encourt des frais de garde d'enfant déduits en vertu des articles 353 ou 356.0.1 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3), le montant établi en application de l'article 48 est majoré d'un montant déterminé conformément à la méthode de calcul prévue par règlement.

«**48.2** Le montant de la prestation établi en application des articles 48 et 48.1 est réduit, jusqu'à concurrence de ce dernier, de la somme des montants suivants:

1° le montant obtenu en appliquant le pourcentage fixé par règlement à la partie du revenu total de la famille de l'adulte qui excède le montant applicable à l'adulte selon le barème des besoins familiaux prévu par règlement;

2° le montant obtenu en appliquant le pourcentage fixé par règlement à la partie de l'ensemble des sommes reçues dans l'année par l'adulte et son conjoint à titre de remplacement du revenu de travail, déterminées par règlement, qui dépasse l'excédent du montant applicable à l'adulte selon le barème des besoins familiaux prévu par règlement sur le revenu net de travail de la famille de l'adulte.

«**48.3** Le montant de la prestation établi en application des articles 48 à 48.2 est multiplié par le quotient obtenu en divisant le nombre de mois d'admissibilité de l'adulte dans l'année par le nombre de mois de travail de cet adulte dans cette même année.

Un mois de travail est un mois au cours duquel un adulte respecte la condition d'admissibilité prévue au paragraphe 4° du deuxième alinéa de l'article 46.

«**48.4** Lorsque l'adulte, en application des dispositions précédentes, a droit à une prestation, celle-ci est majorée d'un montant basé sur les frais de logement mensuels de sa famille et déterminé selon les critères et les méthodes prévus par règlement. ».

3. L'article 49 de cette loi est modifié :

1° par la suppression des deuxième et troisième alinéas ;

2° par le remplacement des quatrième et cinquième alinéas par les suivants :

« Le revenu net de travail de la famille d'un adulte, pour une année, est égal à l'excédent de l'ensemble des revenus de travail de cet adulte et de son conjoint sur le montant déterminé selon le barème des revenus de travail exclus prévu par règlement.

Le revenu total de la famille d'un adulte, pour une année, est égal à l'excédent de l'ensemble des revenus totaux de l'adulte, de son conjoint et des enfants à charge, calculés conformément au paragraphe c du premier alinéa de l'article 776.29 de la Loi sur les impôts et majorés des frais de garde déduits en vertu des articles 353 et 356.0.1 de cette loi pour cette même année, sur l'ensemble des montants suivants :

1° le revenu total des enfants à charge jusqu'à concurrence d'un montant déterminé par règlement ;

2° les montants reçus par l'adulte et son conjoint en vertu de la Loi sur les allocations familiales (Lois révisées du Canada (1985), chapitre F-1) ;

3° les revenus gagnés par un Indien et qui ne doivent pas être inclus dans le calcul de son revenu en vertu du premier alinéa de l'article 488 de la Loi sur les impôts;

4° les prestations d'aide de dernier recours reçues par la famille dans l'année jusqu'à concurrence d'un montant déterminé par règlement;

5° le montant déterminé selon le barème des revenus de travail exclus prévu par règlement. ».

4. L'article 51 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, de « de l'article 48 » par « des articles 48 à 48.4 ».

5. L'article 52 de cette loi est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par le suivant :

« Toutefois, le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu peut, dans les conditions prévues par règlement, verser la prestation par versements mensuels anticipés de cette prestation si la prestation estimée d'après les renseignements fournis par l'adulte en application des articles 62 et 65 est supérieure au montant déterminé par règlement. Ces versements constituent des acomptes de la prestation annuelle. ».

6. L'article 56 de cette loi est modifié au premier alinéa :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 3°, du nombre « 12 » par « le nombre de mois de travail de l'adulte dans l'année »;

2° par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant :

« 5° le montant à ajouter en vertu de l'article 48.4; »;

3° par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant :

« 6° les sommes reçues par lui et son conjoint à titre de remplacement du revenu de travail, déterminées par règlement en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 48.2; »;

4° par la suppression des paragraphes 9° et 12°;

5° par l'addition, après le paragraphe 14°, des suivants :

« 15° le montant des prestations d'aide de dernier recours à soustraire du revenu total de sa famille en vertu du paragraphe 4° du troisième alinéa de l'article 49;

« 16° le montant de la majoration de la prestation établi par le ministre en vertu de l'article 58.1. ».

7. L'article 58 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, de « à l'article 48 » par « aux articles 48 à 51 ».

8. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 58, du suivant :

« **58.1** Lorsque les versements anticipés excèdent le montant de la prestation déterminé conformément à l'article 58 et que le ministre établit qu'un montant de ces versements a été versé en trop à cause d'une erreur administrative que l'adulte ne pouvait raisonnablement pas constater, la prestation est majorée du montant ainsi établi.

Cette majoration ne peut avoir pour effet d'augmenter la prestation au delà du montant des versements anticipés. ».

9. L'article 91 de cette loi est modifié au premier alinéa :

1° par la suppression du paragraphe 17° ;

2° par la suppression, dans les trois dernières lignes du paragraphe 19°, de « et des versements anticipés accordés en vertu du programme « Aide aux parents pour leurs revenus de travail » » ;

3° par la suppression du paragraphe 29° ;

4° par le remplacement du paragraphe 31° par les suivants :

« 31° fixer les pourcentages pour l'application des articles 48 et 48.2 ;

« 31.1° déterminer les sommes qui constituent des sommes reçues à titre de remplacement du revenu de travail pour l'application du paragraphe 2° de l'article 48.2 ;

« 31.2° prévoir, pour l'application de l'article 48.1, la méthode de calcul permettant la majoration de la prestation relative aux frais de garde d'enfant ; » ;

5° par le remplacement du paragraphe 33° par le suivant :

« 33° prévoir, pour l'application de l'article 48.4, les critères et les méthodes de calcul permettant de majorer une prestation en fonction des frais de logement mensuels de la famille ; » ;

6° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 33.1°, du mot « quatrième » par le mot « deuxième » ;

7° par l'insertion, après le paragraphe 33.1°, du suivant :

« 33.2° déterminer, pour l'application du paragraphe 4° du troisième alinéa de l'article 49, le montant maximum à soustraire du revenu total de la famille de l'adulte ; » ;

8° par la suppression du paragraphe 35° ;

9° par le remplacement du paragraphe 37° par le suivant :

« 37° prévoir, pour l'application de l'article 52, les conditions permettant d'effectuer les versements anticipés ; ».

10. Les règlements pris pour l'application du programme « Aide aux parents pour leurs revenus de travail » en vertu des paragraphes 27°, 30°, 31°, 31.1°, 31.2°, 33°, 33.1°, 33.2°, 37° et 39° du premier alinéa de l'article 91 de la Loi sur la sécurité du revenu ainsi que du deuxième alinéa de ce même article avant le 1^{er} avril 1992 pourront prévoir qu'ils ont effet depuis le 1^{er} janvier 1991.

Ces règlements, dans la mesure où ils ont effet depuis le 1^{er} janvier 1991, ne sont pas soumis à l'obligation de publication et au délai d'entrée en vigueur prévus aux articles 8 et 17 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1).

11. Pour l'année 1991, le montant de la différence entre les versements anticipés reçus jusqu'au 6 juin 1991 par un adulte et ceux qu'il aurait reçus pour cette période s'ils avaient été calculés selon les dispositions de la présente loi dès le 1^{er} janvier 1991 est assimilé à une somme reçue à cause d'une erreur administrative qu'il ne pouvait raisonnablement pas constater au sens de l'article 58.1 de la Loi sur la sécurité du revenu édicté par l'article 8 de la présente loi.

12. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) et ont effet depuis le 1^{er} janvier 1991, à l'exception de celles du paragraphe 5° de l'article 6 dans la mesure où elles édictent le paragraphe 16° et de celles de l'article 8 qui ont effet depuis le 1^{er} janvier 1989.